



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.663/VR/V
du 17 juillet 2018

advies 63.663/VR/V
van 17 juli 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal
'limitant les jeux de hasard
dans les établissements de jeux
de hasard de classe III'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot beperking van de
kansspelen in de
kansspelinrichtingen klasse III'

Le 5 juin 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé à quarante-cinq jours *, sur un projet d'arrêté royal 'limitant les jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe III'.

Le projet a été examiné par les chambres réunies des vacations le 17 juillet 2018. Les chambres réunies des vacations étaient composées de Jo BAERT et Martine BAGUET, présidents de chambre, Jan SMETS, Bert THYS, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Wim GEURTS et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffiers.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 17 juillet 2018. La deuxième chambre des vacations était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Les rapports ont été rédigés par Kristine BAMS, premier auditeur chef de section et Stéphane TELLIER, auditeur et présentés par Dries VAN EECKHOUTTE et Stéphane TELLIER, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 juillet 2018.

*

Op 5 juni 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen, verlengd tot vijfenveertig dagen* een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot beperking van de kansspelen in de kansspelinrichtingen klasse III'.

Het ontwerp is door de verenigde vakantiekamers onderzocht op 17 juli 2018. De verenigde vakantiekamers waren samengesteld uit Jo BAERT en Martine BAGUET, kamervoorzitters, Jan SMETS, Bert THYS, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Wim GEURTS en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffiers.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 17 juli 2018. De tweede vakantiekamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

De verslagen zijn opgesteld door Kristine BAMS, eerste auditeur-afdelingshoofd en Stéphane TELLIER, auditeur, en uitgebracht door Dries VAN EECKHOUTTE en Stéphane TELLIER, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 juli 2018.

*

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DU PROJET

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à interdire les jeux de cartes ou de société joués au moyen d'appareils automatiques qui ne sont pas explicitement autorisés à cet effet par la Commission des jeux de hasard et à réserver aux titulaires d'une licence de classe C l'exploitation des appareils automatiques qu'il vise (chapitre 1^{er}). Il règle également les conditions auxquelles est soumise l'exploitation des appareils de jeu visés, d'une part, à l'article 1^{er}, 1^o et 2^o, de l'arrêté royal du 2 mars 2004 'établissant la liste des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III' et, d'autre part, au 3^o en projet de cette disposition, inséré par l'article 5 du projet d'arrêté afin de permettre l'exploitation dans les établissements de jeux de hasard de classe III d'appareils automatiques avec mise atténuée (chapitres 2 et 3).

COMPÉTENCE

Comme l'a rappelé la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 114/2005 du 30 juin 2005 ¹, la compétence pour déterminer les conditions auxquelles peuvent s'exercer les activités de jeux et de paris qui sont tolérées ainsi que pour organiser le contrôle nécessité par le caractère dangereux de ces activités incombe à l'autorité fédérale ².

Le projet d'arrêté à l'examen s'inscrit dans ce cadre et relève dès lors de la compétence de son auteur.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'avis du Comité sectoriel du Registre national est requis en vertu de l'article 6, § 4, de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux

¹ Considérant B.13.

² Sur les limites qui, en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 'relative au financement des Communautés et des Régions', assortissent la compétence fiscale de l'autorité fédérale en ce qui concerne les jeux et paris, voir C.C., 22 mars 2018, n° 34/2018, considérant B.13.

cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques' ³.

Cette obligation est soulignée par la Commission de la vie privée dans son avis n° 38/2018 du 2 mai 2018.

Dans le rapport au Roi, il est indiqué que l'autorité ne tient pas compte de cette remarque dès lors qu'en effet, « la Commission de la protection de la vie privée se réfère à un comité qui disparaîtra à partir du 25 mai 2018, date d'entrée en vigueur de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données ».

Or, l'article 114, § 4, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', inséré par la loi du 25 mai 2018, dispose :

« Le mandat des membres externes du comité sectoriel du Registre national cesse le jour où la loi met fin à leur mandat.

Pendant la période entre le 25 mai 2018 et le jour visé à l'alinéa 1^{er}, le comité sectoriel du Registre national exerce les tâches des comités sectoriels du Registre national et pour l'autorité fédérale qui sont compatibles avec le Règlement 2016/679 ».

Sur la base de cette disposition sauf à établir que la loi a mis fin au mandat des membres externes du comité sectoriel du Registre national, il apparaît que l'avis de ce Comité sectoriel reste requis, cette compétence d'avis n'apparaissant pas incompatible avec Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE'.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

1. À propos de la mise de base visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o, en projet, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 'relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III', la section de législation a, dans l'avis n° 35.311/4 donné le 14 avril 2003 sur le projet devenu l'arrêté royal du 11 juillet 2003 ⁴, observé ce qui suit :

« La question se pose également de savoir si l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 mai 1999, précitée, constitue un fondement légal suffisant pour permettre au Roi de

³ L'article 6, § 4, de la loi du 19 juillet 1991 dispose : « Tout contrôle automatisé de (la carte) par des procédés de lecture optiques ou autres doit faire l'objet d'un arrêté royal pris après avis du comité sectoriel du Registre national visé à l'article 15 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ».

⁴ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/35311.pdf>.

fixer, comme Il le fait au 2°, 'la mise de base, c'est-à-dire le montant de base nécessaire pour faire fonctionner l'appareil' ».

Il y a lieu de réitérer cette observation à propos de la disposition en projet.

2. L'article 1^{er}, § 1^{er}, 11°, en projet reproduit le prescrit de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003, inséré par l'arrêté royal du 3 février 2011 'portant modification de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III'.

À propos de cette disposition insérée dans l'article 1^{er}, la section de législation a, dans son avis n° 46.959/2/V donné le 22 juillet 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 3 février 2011 observé ce qui suit ⁵ :

« Si l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs impose de présenter un document d'identité pour avoir accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard de classe I et II, cette loi ne contient aucune disposition analogue pour les établissements de classe III. Il s'agit des établissements visés par le projet et où sont vendues des boissons qui, quelle que soit leur nature, doivent être consommées sur place et dans lesquels sont exploités au maximum deux jeux de hasard (article 39 de la même loi).

L'auteur du projet ne vise aucune disposition légale qui l'habiliterait à imposer, en toute circonstance, la présentation ou le contrôle de la carte d'identité pour avoir accès aux jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III.

L'article 6, § 7, de la loi du 19 juillet 1991 précitée ⁶ ne peut pas constituer ce fondement puisqu'il habilite uniquement le Roi à déterminer les autorités et officiers publics sur la réquisition desquels la carte doit être présentée.

Par conséquent, à défaut de justifier d'une habilitation légale, l'auteur du projet devra l'adapter pour permettre au joueur potentiel d'avoir accès aux jeux sans devoir utiliser sa carte d'identité. Il pourrait, par exemple, modifier le 11°, alinéa 2, en projet en ajoutant après le mot 'électronique' les mots 'ou ne souhaite pas l'utiliser', pour permettre à ce joueur d'avoir accès à l'appareil grâce à la carte exploitant ».

Il y a lieu de réitérer cette observation à propos de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 11°, et § 2, 9°, en projet.

3. L'article 1^{er}, § 2, alinéas 3 et 4, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003, en projet charge la commission des jeux de hasard d'établir ⁷ un protocole contenant une série d'éléments que l'alinéa 3 énumère.

⁵ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46959.pdf>.

⁶ Il s'agit de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques'.

⁷ Contrairement à l'alinéa 3 de la disposition précitée, aux termes duquel la commission des jeux de hasard « établit » le protocole, l'alinéa 4 de la même disposition prévoit que la commission « approuve » celui-ci. La terminologie utilisée sera harmonisée.

Il ne ressort ni de la disposition en cause ni de son commentaire, si ce protocole aura un caractère réglementaire.

Si telle est l'intention, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'attribution d'un pouvoir réglementaire à la commission des jeux de hasard ne paraît pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation, sont absentes. Pareille délégation ne peut se justifier que pour des raisons pratiques et dans la mesure où elle a une portée très limitée ou principalement technique et où il peut être considéré que les organismes qui doivent appliquer la réglementation concernée ou la contrôler sont également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause.

L'auteur du projet est invité à vérifier si la délégation de compétences en question répond en tous points à ces critères ; à défaut, elle sera revue.

OBSERVATION FINALE

La version française du projet sera revue sur le plan de sa qualité orthographique.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET ONTWERP

Het ontwerp van koninklijk besluit dat om advies voorgelegd is, strekt ertoe de kaart- of gezelschapsspelen te verbieden die gespeeld worden via automatische toestellen die daartoe niet uitdrukkelijk toegelaten zijn door de Kansspelcommissie en de exploitatie van de erin bedoelde automatische toestellen voor te behouden aan de houders van een vergunning klasse C (hoofdstuk 1). Het bepaalt eveneens de voorwaarden waaraan de exploitatie moet voldoen van de speelapparaten bedoeld, enerzijds, in artikel 1, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 2 maart 2004 ‘tot vaststelling van de lijst van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspelinrichtingen klasse III’ en, anderzijds, in het ontworpen onderdeel 3° van die bepaling, dat ingevoegd wordt bij artikel 5 van het ontwerpbesluit om in de kansspelinrichtingen klasse III de exploitatie mogelijk te maken van automatische toestellen met verminderde inzet (hoofdstukken 2 en 3).

BEVOEGDHEID

Zoals het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 114/2005 van 30 juni 2005 in herinnering gebracht heeft,¹ komt de bevoegdheid om de voorwaarden te bepalen waaronder de toegestane activiteiten inzake spelen en weddenschappen uitgeoefend kunnen worden en om de controle te organiseren die noodzakelijk is wegens het gevaarlijke karakter van die activiteiten toe aan de federale overheid.²

Het ontwerpbesluit dat thans voorligt, past in dat kader en valt bijgevolg onder de bevoegdheid van de steller ervan.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 6, § 4, van de wet van 19 juli 1991 ‘betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en

¹ Overweging B.13.

² Wat de beperkingen betreft die krachtens artikel 3, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ‘betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten’ verbonden zijn aan de fiscale bevoegdheid van de federale overheid inzake spelen en weddenschappen, zie GwH 22 maart 2018, nr. 34/2018, overweging B.13.

tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen' moet het advies ingewonnen worden van het sectoraal comité van het Rijksregister.³

In haar advies 38/2018 van 2 mei 2018 heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op die verplichting gewezen.

In het verslag aan de Koning staat dat de overheid geen rekening houdt met die opmerking, aangezien "[d]e Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer [immers] verwijst naar een commissie die zal verdwijnen vanaf 25 mei 2018, datum van inwerkingtreding van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit".

Artikel 114, § 4, eerste en tweede lid, van de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit', ingevoegd bij de wet van 25 mei 2018, bepaalt echter het volgende:

"Het mandaat van de externe leden van het sectoraal comité van het Rijksregister eindigt de dag waarop door de wet een einde wordt gesteld aan hun mandaat.

Het sectoraal comité van het Rijksregister oefent in de periode tussen 25 mei 2018 en de in het eerste lid bedoelde dag de taken uit van de sectorale comités van het Rijksregister en voor de federale overheid die verenigbaar zijn met de Verordening 2016/679."

Tenzij aangetoond wordt dat de wet een einde gesteld heeft aan het mandaat van de externe leden van het sectoraal comité van het Rijksregister, blijkt op grond van die bepaling dat het advies van dat sectoraal comité vereist blijft, aangezien die adviesverlenende bevoegdheid niet onverenigbaar blijkt te zijn met verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG'.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Met betrekking tot de basisinzet, bedoeld in het ontworpen artikel 1, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 'betreffende de werking van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspelinrichtingen klasse III', heeft de afdeling Wetgeving in

³ Artikel 6, § 4, van de wet van 19 juli 1991 bepaalt het volgende: "Elke geautomatiseerde controle van (de kaart) door optische of andere leesprocédés moet het voorwerp uitmaken van een koninklijk besluit, na advies van het sectoraal comité van het Rijksregister bedoeld in artikel 15 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen."

advies 35.311/4, dat op 14 april 2003 gegeven is over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 11 juli 2003⁴, het volgende opgemerkt:

“De vraag rijst eveneens of artikel 8, eerste lid, van de voormelde wet van 7 mei 1999 voldoende rechtsgrond biedt om de Koning in staat te stellen, zoals in 2° staat, ‘de basisinzet, dat wil zeggen het minimumbedrag dat nodig is om het toestel in werking te brengen’ te bepalen.”

Die opmerking dient herhaald te worden met betrekking tot de ontworpen bepaling.

2. Het ontworpen artikel 1, § 1, 11°, geeft het bepaalde in artikel 1, eerste lid, 11°, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 weer, welk artikel ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 3 februari 2011 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 betreffende de werking van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspelinrichtingen klasse III’.

Met betrekking tot die in artikel 1 ingevoegde bepaling heeft de afdeling Wetgeving in advies 46.959/2/V, dat op 22 juli 2009 gegeven is over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 3 februari 2011, het volgende opgemerkt:⁵

“Hoewel artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers de verplichting inhoudt om een identiteitsbewijs over te leggen teneinde toegang te krijgen tot de speelzalen van kansspelinrichtingen van de klassen I en II, bevat die wet geen enkele soortgelijke bepaling voor de inrichtingen van klasse III. Die kansspelinrichtingen waar drank, ongeacht de aard ervan, wordt verkocht voor gebruik ter plaatse en waarin maximaal twee kansspelen worden geëxploiteerd (artikel 39 van dezelfde wet), zijn de inrichtingen waarop dit ontwerp betrekking heeft.

De steller van het ontwerp verwijst naar geen enkele wetsbepaling waarbij hij gemachtigd zou zijn om spelers er in alle omstandigheden toe te verplichten hun identiteitskaart over te leggen of te laten controleren om toegang te kunnen krijgen tot de kansspelen die geëxploiteerd mogen worden in kansspelinrichtingen van klasse III.

Artikel 6, § 7, van de voornoemde wet van 19 juli 1991⁶ kan die rechtsgrond niet opleveren, aangezien de Koning daarbij alleen gemachtigd wordt om te bepalen wie de openbare overheden en ambtenaren zijn op wier vordering de kaart moet worden getoond.

Doordat de steller van het ontwerp niet van een wettelijke machtiging doet blijken, zal hij het bijgevolg aldus moeten aanpassen dat een potentiële speler toegang tot de spelen kan krijgen zonder zijn identiteitskaart te hoeven gebruiken. Hij zou bijvoorbeeld het ontworpen artikel 1, 11°, tweede lid, kunnen wijzigen door na het woord ‘beschikt’ de woorden ‘of er geen gebruik van wenst te maken’ in te voegen, teneinde die speler in staat te stellen om met de uitbaterskaart toegang te krijgen tot het toestel.”

⁴ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/35311.pdf>.

⁵ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/46959.pdf>.

⁶ Het gaat om de wet van 19 juli 1991 ‘betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’.

Die opmerking dient herhaald te worden met betrekking tot het ontworpen artikel 1, § 1, 11°, en § 2, 9°.

3. Het ontworpen artikel 1, § 2, derde en vierde lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 belast de Kansspelcommissie met het opstellen⁷ van een protocol dat een aantal elementen bevat die in het derde lid opgesomd worden.

Noch uit de bepaling in kwestie, noch uit de bespreking ervan, blijkt of dat protocol van reglementaire aard zal zijn.

Als dat de bedoeling is, wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat het toekennen van reglementaire bevoegdheid aan de Kansspelcommissie niet in overeenstemming lijkt met de algemene principes van het publiekrecht, aangezien daardoor geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht. Bovendien ontbreken de waarborgen van de klassieke regelgeving, zoals inzake de bekendmaking en de preventieve controle uitgeoefend door de afdeling Wetgeving. Een dergelijke delegatie kan enkel worden gebillijkt om praktische redenen en voor zover zij een zeer beperkte of een hoofdzakelijk technische draagwijdte heeft, en er mag van uitgegaan worden dat de instellingen die de betrokken reglementering dienen toe te passen of er toezicht op uitoefenen, ook het best geplaatst zijn om deze met kennis van zaken uit te werken.

De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of de delegatie van bevoegdheden in kwestie op alle punten aan die criteria voldoet; zo niet moet ze herzien worden.

SLOTOPMERKING

De Franse tekst van het ontwerp moet op het vlak van de spelling herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

⁷ Anders dan het derde lid van de voormelde bepaling naar luid waarvan de Kansspelcommissie het protocol “opstelt”, voorziet het vierde lid van dezelfde bepaling erin dat de commissie het protocol “goedkeurt”. Er moet eenzelfde terminologie gebruikt worden.